

CHRONIQUE D'UNE GUERRE FRATRICIDE

Une fois de plus, le Burundi sort de l'anonymat par ses génocides. Et pourtant, aux mois de juin et juillet 1993, le Burundi avait pu passer le cap difficile de la transition démocratique sans trop de dégâts, ce qui lui avait attiré beaucoup de sympathie et de considération sur le plan international. Le FRODEBU (Front pour la Démocratie au Burundi), principal parti d'opposition, a remporté largement les élections présidentielles (65% au premier tour) et législatives (80% des sièges à l'Assemblée nationale). Melchior Ndadaye devenait ainsi le premier Président de la République du Burundi démocratiquement élu et en même temps, il marquait l'accession au pouvoir d'un homme issu de l'ethnie majoritaire, les hutus.



Melchior Ndadaye n'aura gouverné que 102 jours !

Les événements survenus au Burundi au mois d'octobre 1993 se déroulent en deux phases. La première phase du coup de force du 21 octobre est terrible. Le Chef d'Etat Major de l'armée n'a pu empêcher l'irréparable : le Président Ndadaye est sauvagement assassiné à l'intérieur d'un camp

mutin après avoir transité au camp Muha qui abrite les éléments de sa garde. Celle-ci était supposée lui rester fidèle. Plus tard, les autres victimes seront connues : Karibwami Pontien et Gilles Bimazubute, respectivement Président et Vice-Président de l'Assemblée nationale, Juvénal Ndayikeza, ministre de l'Administration du Territoire et du Développement Communal, Richard Ndikumwami, Administrateur général de la Documentation Nationale et des Migrations.

Les putschistes se sont organisés pour que n'apparaissent sur le devant de la scène que des hommes de troupe et des sous-officiers. Il paraît cependant inimaginable qu'une telle opération ait pu aller aussi loin sans que des officiers supérieurs de l'armée ne soient impliqués.

A première vue, les véritables auteurs du putsch restent dans l'anonymat. On ne connaîtra pas non

Repères

- 3 septembre 1987 : le Major Pierre Buyoya accède au pouvoir par un putsch militaire.
- août 1988 : les événements de Ntega-Marangara amène Buyoya à lancer une politique de réconciliation nationale (parité tutsis/hutus) et à adopter la Charte de l'Unité Nationale.
- mars 1992 : adoption massive de la Constitution consacrant le retour au multipartisme.
- 1er juin 1993 : victoire du candidat Melchior Ndadaye aux élections présidentielles et raz-de-marée du FRODEBU aux législatives.
- 3 juillet 1993 : coup de force manqué du Lieutenant-Colonel Sylvestre Ningaba (directeur de Cabinet du président Buyoya) visant à remettre en cause le résultat des élections.
- 10 juillet 1993 : passation de pouvoir entre Buyoya et Ndadaye.
- 21 octobre 1993 : le coup de force à l'intérieur du pays débouche sur l'assassinat du Président Melchior Ndadaye ainsi que de hauts responsables du gouvernement.

plus les raisons de ce putsch puisqu'aucune déclaration n'a été faite à ce propos.

On apprendra par un communiqué radio diffusé le 21/10/93 vers 20 heures que «toutes les unités des forces de l'ordre et de la gendarmerie se sont soulevées contre le pouvoir en place», qu'un Conseil de Salut Public a été formé par des membres de tous les partis politiques, des présidents des ligues des droits de l'homme, des représentants des forces de l'ordre. Enfin, ce communiqué annonçait que Monsieur Ngeze François avait été élu Président de ce conseil et qu'une série de mesures «classiques» était mise en place : couvre-feu, limita-

tion des déplacements et des rassemblements, fermeture des frontières, du port et de l'aéroport, destitution de l'autorité provinciale au profit des militaires.

Les enquêtes nationales ou internationales devront nous révéler le rôle joué par ce Conseil de Salut Public et préciser la teneur de ces réunions. Dans tous les cas, on peut d'ores et déjà affirmer qu'aucun président d'une ligue des droits de l'homme n'a jamais siégé à ces réunions. Même les partis politiques qui ont pris part à ces réunions ont toujours plaidés pour un retour à la légalité constitutionnelle.

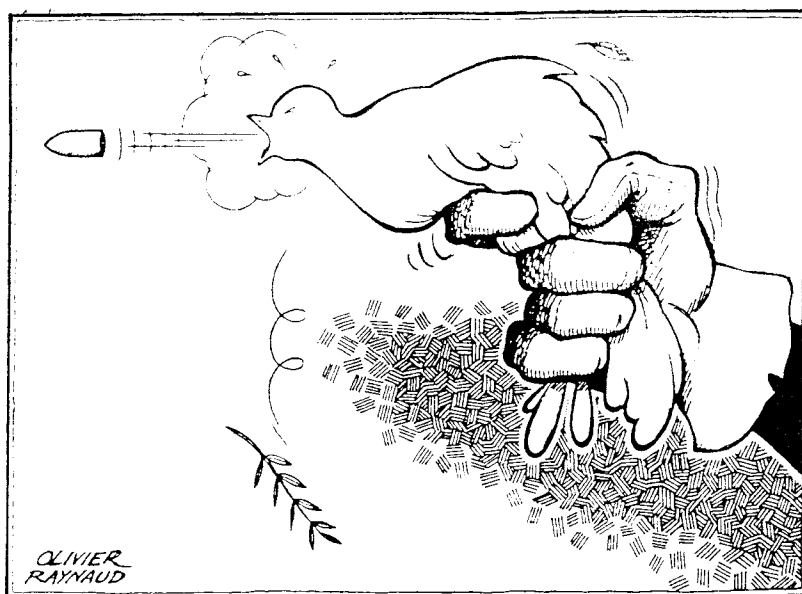
La spirale de la violence

A l'annonce du putsch commence la seconde phase. A certains endroits, elle a déjà commencé d'une manière ou d'une autre. En réalité, les situations ont évolué différemment suivant les endroits. En fonction du comportement des forces de l'ordre, de l'administration locale ou des populations elles-mêmes, la situation pouvait plus ou moins vite dégénérer et les affrontements devenir plus ou moins sanglants. En de nombreux endroits cependant, la population hutu s'organise pour contrecarrer une éventuelle action des militaires en détruisant les ponts, en bloquant les routes par des tranchées ou des troncs d'arbres. Cette même réaction ne peut pas être le fait du hasard. De tels comportements seront encouragés par les déclarations incendiaires ou d'une ambiguïté dévastatrice lancées surtout à partir de Radio-Rwanda par des autorités burundaises. Les massacres inter-ethniques ont tout de suite commencé. Là où les rap-

ports de force ethniques étaient déséquilibrés, les choses ont pris la tournure d'un véritable génocide.

Du côté de l'armée, elle intervient sur le terrain et à bien des endroits, elle exerce une répression sanglante contre les hutus, que ces militaires soient seuls ou même accompagnés de civils tutsis. Enfin, il est indéniable également que des responsables locaux ont pris part aux massacres quand ce ne sont pas eux qui les ont orchestrés. De là à penser que ces actions auraient été ordonnées par le parti au pouvoir, il y a un énorme pas que beaucoup de gens franchissent allègrement,

hommes, des femmes et des enfants sont morts, tués par des militaires criminels qui leur reprochaient d'être hutu ; des hommes, des femmes et des enfants sont morts, tués par des compatriotes de l'autre ethnie ; des hommes, des femmes et des enfants sont morts à cause des directives et des propos lancés par des personnes responsables à tous les niveaux (Gouvernement, Gouverneurs de province, Administrateur Communal, Chef de zone, Chef de colline) alors qu'elles sont censées défendre la vie et l'intérêt de tous. Des hutus de l'UPRONA (Union pour le Progrès National) sont morts



personnellement je m'y refuse. D'autres affirment que le commandement de l'armée a délibérément provoqué le désordre pour permettre à ses hommes de troupe d'exterminer les hutus. A mes yeux, cette hypothèse est tout à fait farfelue.

Au delà de ces spéculations et en attendant que ces hypothèses soient infirmées ou confirmées, il faut retenir tout simplement que des

tués par des hutus du FRODEBU ou d'un autre parti politique qui leur reprochaient davantage d'avoir trahi la «cause hutu» que d'être d'une autre sensibilité politique. Sur les collines, c'est la désolation totale. La famine est déjà présente. Les secours apportés aux populations sinistrées posent un problème d'équité pour que tous puissent en bénéficier : les réfugiés, les déplacés, généralement des tutsis re-

groupés autour de centres précis et enfin ceux qu'on appelle les dispersés qui sont plus souvent des hutus cachés dans les marais et autres endroits.

Les responsables du pays jouent le jeu de la violence

Lors d'une période de crise comme celle que connaît le Burundi, c'est souvent l'occasion pour les dirigeants de revenir sur les acquis démocratiques. Le Burundi n'a malheureusement pas échappé à cette règle générale. A défaut de mesures d'exception prises dans le cadre de la Constitution, il demeure impérieux de respecter l'Etat de droit.

L'opposition n'exerce pas son rôle dans la mesure où elle n'a pas toujours accès aux médias. Dans ce domaine également, des journalistes ont été licenciés verbalement alors qu'ils essayaient d'exercer leur métier dans des conditions difficiles. La couverture des événements par les médias publics n'a pas permis au public d'être informé correctement de l'évolution de la situation à cause notamment de la censure. De trop nombreuses personnes dont des hauts responsables du pays ont oublié sciemment que tout appel à la haine raciale, ethnique ou tout appel à la discrimination est interdit par la loi. Des accusations sans aucune preuve ont été lancées publiquement sur les antennes de la radio contre des personnes, les leaders de l'UPRONA notamment, des officiers et autres militaires, tous traités de putschistes, contre la communauté rwandaise également alors que les individus sont responsables individuellement des gestes qu'ils posent et que tout discours

globalisant est forcément dangereux et nuisible.

Les principaux acteurs de la crise

C'est de l'intérieur de l'armée que vient le détonateur de la crise. Pourquoi ce putsch ? La première réponse et sans doute la plus simple, c'est le refus du verdict populaire, le refus d'un Président de la République hutu par un groupe de militaires qui s'est imposé aux autres. La question de l'armée a longtemps été considérée comme tabou. Même lorsque les tabous sur l'unité nationale ont été levés, une réflexion approfondie sur l'armée n'a pas été menée.

Dans cette première phase, l'on peut s'interroger sur les mobiles de ces militaires. L'objectif visé était-il de renverser les institutions et mettre en place un pouvoir fondamentalement différent ou consistait-il à décapiter le pouvoir en éliminant physiquement les hautes personnalités de l'Etat et de l'Assemblée nationale ? N'y avait-il pas de revendications matérielles sous-jacentes ?

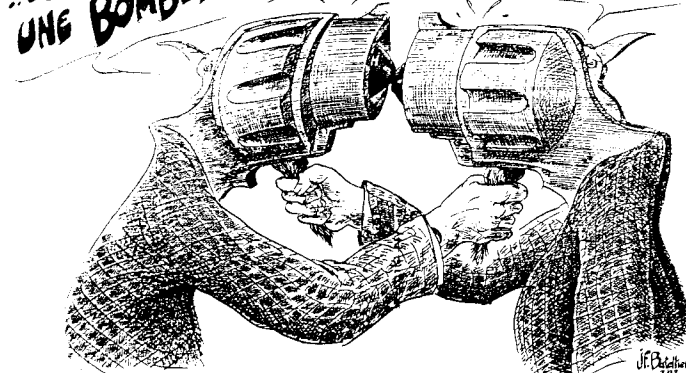
Aujourd'hui plus que jamais, il est temps de créer un énorme courant

de pression pour exiger des sanctions et exclure de l'armée les assassins. Il est important qu'une telle tendance se manifeste d'abord au sein de l'armée. Par ailleurs, l'armée est faite d'hommes qui connaissent aussi la peur et s'inquiètent pour leur avenir. Les intentions du Gouvernement ne sont pas rassurantes à leur égard. Le démantèlement de l'armée reste une idée chère à l'aile dure du FRO-DEBU. Les mauvais militaires sont moins nombreux mais les autres leur laissent le champ libre !

Il s'agit là d'un problème crucial qui n'est pas spécifique à l'armée. Il touche l'ensemble de la société burundaise. L'armée, c'est aussi le reflet d'une société malade. En tout état de cause, une réorganisation de l'armée s'impose. Il ne faut pas se leurrer et croire qu'une meilleure définition des rôles de l'armée et de la gendarmerie ou qu'une composition équilibrée de l'armée sur le plan ethnique et régional suffiraient à résoudre le problème. Il est donc urgent de discuter en profondeur et de proposer des solutions ponctuelles à court terme et durables à moyen et long terme.

En ce qui concerne le Gouverne-

...JE TE TIENS. TU ME TIENS PAR LA BARBICHETTE
LE PREMIER DE NOUS DEUX QUI RUERA, AURA
UNE BOMBETTE!



ment, les premières réactions sont individuelles. Des ministres s'expriment sur des radios étrangères et lancent des appels de détresse et de résistance. Ce sont aussi des appels à la violence dirigés clairement ou de façon ambiguë contre l'armée tutsi en particulier et contre la population tutsi en général. Ces appels ne précisent généralement pas contre qui et comment il faut se défendre. Ensuite, les commentaires sur la situation qui prévaut à l'intérieur sont parfois délibérément tronqués. On tend à faire croire à l'opinion internationale qu'il n'y a que les militaires tutsis qui tuent et qu'il n'y a que des hutus qui meurent.

Le sens de l'Etat oublié

Les déclarations de nos ministres font tout de suite apparaître les limites de leur sens de l'Etat. Certains s'expriment d'abord en militant de parti politique. En cette qualité, ils n'hésiteront pas à accuser l'UPRONA et surtout ses leaders d'être à l'origine du putsch. De telles déclarations publiques sans en apporter la moindre preuve à un moment aigu de la crise sont irresponsables voire criminelles. Quand des tutsis sont tués sur les collines, ils le sont aussi avec des hutus upronistes.

Dans un second temps, lorsque les putschistes reculent, le gouvernement légal est « invité » à reprendre la direction des affaires. Les conditions de reprise sont très difficiles puisqu'il ne contrôle pas l'armée. L'Etat Major déclare être au service du gouvernement mais lui-même ne maîtrise pas la situation. En d'autres termes, les éléments putschistes sont encore dans la rue, certains ont même été envoyés en

mission à l'intérieur du pays. Mais au-delà de cette peur et d'une solution au problème de l'armée, le gouvernement avait le devoir de prendre des mesures urgentes pour que cessent les massacres. Même retirés à l'ambassade de France, les ministres se devaient de prendre davantage de risques pour sauver le maximum de vies humaines et ne pas exiger préalablement une protection internationale avant de prendre les mesures qui s'imposaient.

La crise révèle les incompétences

Dans le choix des priorités, une fois de plus, beaucoup semblaient guidés par des sentiments personnels ou partisans. Des décisions ou actions salvatrices n'ont pas été menées ou l'ont été tardivement. Fallait-il laisser pourrir la situation pour justifier l'opportunité d'une intervention militaire extérieure ? Fallait-il d'abord exiger une protection individuelle avant de lancer des appels à la paix et à la non-violence ? Dans la gestion de cette crise, le facteur temps a été fortement négligé. Le temps, ce n'est pas seulement de l'argent, c'est aussi parfois des vies humaines !

En fin de compte, la présente crise aura permis de démontrer l'impérieuse nécessité de choisir de véritables hommes d'Etat à la tête du pays. Il ne s'agit plus de récompenser des militaires du parti ou de favoriser des amis en

leur permettant d'accéder à des fonctions juteuses. Plus que de l'incompétence, de l'inexpérience ou de la peur, certains ministres ont eu un comportement dont ils devront répondre et qui les disqualifie pour rester membre d'un gouvernement qui oeuvre dans l'intérêt de tous les citoyens.

L'administration territoriale condamnée

L'administration territoriale a joué un rôle déterminant dans cette crise. Suivant l'attitude des gouverneurs de province, des administrateurs communaux, des chefs de zones ou des chefs de colline, la situation a pu dégénérer gravement, les dégâts ont pu être limités ou alors aucun incident ne s'est produit. Des témoignages accablants et concordants confirment la participation active de certains responsables administratifs dans les massacres. Pire encore, ils se sont parfois distingués en prenant le commandement des opérations crimi-



nelles.

A ce niveau également, aucune mesure judiciaire ni même administrative n'a encore été prise à leur encontre. Cela a malheureusement des implications importantes. En effet, tout retour à la vie normale passe obligatoirement par l'administration territoriale. Le gouvernement lui demande notamment de diriger l'action des forces de l'ordre et de police, et de créer des comités locaux de sécurité composés de hutus et de tutsis. Beaucoup de ces responsables de l'administration sont aujourd'hui accusés, à tort ou à raison, d'être les auteurs ou les commanditaires des crimes commis sur les collines. Ils sont dès lors très mal placés pour incarner l'autorité impartiale chargée de moraliser la vie publique et ramener la paix sociale dans une région bien déterminée d'autant plus que l'absence de justice publique favorise le développement de la vengeance privée.

En définitive, les responsables locaux dont l'implication dans les massacres paraît évidente devraient être rapidement écartés, tout au moins sur le plan administratif, car ils constituent un obstacle sérieux à la pacification. De plus, ils ne sont pas à l'abri d'une vengeance privée qui risquerait de relancer la violence à une plus grande échelle.

Le clivage s'agrandit entre les partis politiques

Au début de la crise, les leaders des partis de la mouvance présidentielle étaient ou se sentaient traqués par les putschistes. Par contre, ceux de l'opposition sont sollicités pour faire partie du

Conseil de Salut Public. La plupart d'entre eux se rend à l'Etat Major pour refuser le putsch et réclamer un retour à la légalité constitutionnelle. Sur les antennes de la radio nationale, les choses ne sont pas présentées ainsi. Lorsque les partis politiques, les confessions religieuses et les associations civiles veulent faire

une déclaration commune pour condamner le putsch et les assassinats des hautes personnalités du pays, un des dirigeants du FRODEBU réfugié à l'ambassade de France est contacté mais celui-ci refuse de s'engager au nom de son parti.

Ce n'est pas seulement de la méfiance car un peu plus tard, la première déclaration du ministre Nyangoma parlant au nom du gouvernement accuse publiquement trois hauts dirigeants de l'UPRONA d'être parmi les auteurs du putsch.

Depuis que le multipartisme a été réellement institué (juillet 92), les rapports entre l'opposition et le ou les partis au pouvoir ont toujours été tendus. Le Président Ndadaye qui pourtant a reçu beaucoup de monde en trois mois d'exercice, n'avait pas encore accordé l'audience que lui réclamaient les partis d'opposition. En réalité, on ne peut s'empêcher de voir derrière les déclarations de certains ministres-



Un partisan du Frodebu, le parti majoritaire au Burundi.

militants, une volonté de régler ses comptes avec l'UPRONA. C'est notamment à cause de ces déclarations que dans la seconde phase de la crise, des upronistes, hutus et tutsis, sont poursuivis et tués. Les trois leaders de l'UPRONA auxquels se sont ajoutés leurs représentants légaux se sont réfugiés à la nonciature.

Quand démarre la période de gestion de la crise par le gouvernement exilé à l'ambassade de France, le divorce est déjà entièrement consommé. Le FRODEBU se plaît à rappeler qu'il a remporté largement les élections et jouit en conséquence d'une légitimité incontestable. A ce titre, il doit garder la confiance de son électorat. Ses dirigeants n'hésiteront pas à prononcer des discours jugés violents par l'opposition et l'armée. Les données du problème sont finalement assez simples. C'est l'occasion de régler la question de l'armée. Il n'est pas question non plus

pour les militants du FRODEBU de renoncer aux acquis des élections de juin 93. Enfin, les dirigeants du FRODEBU sont conscients qu'en réalité leur électorat est partagé et qu'il peut tout simplement basculer en faveur des partis plus radicaux tels que le PALIPEHUTU (Parti pour la Libération du Peuple Hutu). L'aile dure de ce dernier est plutôt contente des difficultés du FRODEBU, surtout qu'elles viennent confirmer ses thèses radicales. Avec les centaines de milliers de nouveaux réfugiés au Rwanda et en Tanzanie, le PALIPEHUTU trouve un auditoire psychologiquement réceptif à leur discours mais aussi une base plus large de recrutement pour renforcer sa base armée.

Le durcissement politique

Du côté de l'opposition, c'est la contre-attaque. Elle a fait des efforts évidents pour s'opposer au putsch mais cela ne lui a pas été reconnu. Au contraire, elle se trouve bientôt sur le banc des accusés. Elle souhaite ensuite s'impliquer dans la gestion de la crise en tant que partenaire politique mais le pouvoir ne veut pas la considérer comme tel. Entre-temps, les éléments de divergence se dessinent à partir des discours et des revendications du gouvernement dont la principale est l'appel à une intervention militaire extérieure. L'opposition s'organise au sein d'un collectif. Seul le Parti pour la Réconciliation du Peuple (PRP) fait cavalier seul.

Le collectif des partis d'opposition comprend donc l'UPRONA et six autres partis politiques qui n'ont de base numérique solide. Certains n'ont même jamais organisé

de meeting politique à l'intérieur du pays. En terme de rapports de force, les partis d'opposition représentent un faible électorat sur l'ensemble du pays. Au niveau de la capitale, l'UPRONA et le FRODEBU ont dû se partager les sièges de cette circonscription lors des élections législatives. Faire jeu égal à Bujumbura est un atout important. Le collectif des partis d'opposition accuse le gouvernement de ne pas gouverner et de favoriser les massacres, et plus particulièrement ceux des tutsis et des hutus upronistes. Il crie au génocide sélectif. Il s'oppose aussi à toute force étrangère car il estime que des solutions sont possibles au sein de l'armée.

Lors de cette crise, les clivages ethniques des partis politiques se sont renforcés. Les partis d'opposition sont encore "plus tutsis" qu'avant, alors que les partis au pouvoir sont encore "plus hutus" qu'avant. A titre d'exemple, le secrétaire général du parti INKIZO de l'opposition a signé une déclaration condamnant fermement le collectif des partis d'opposition. Le ton de ce dernier monte et se durcit.

Les partis d'opposition se savent minoritaires mais ils ont des points communs avec l'armée. Les militaires, lesquels en réalité sont hostiles à la venue de la MIPROBU (Mission Internationale de Protection et d'Observation pour le rétablissement de la confiance au Burundi), sont d'autant plus réticents qu'ils sont encouragés par des civils des milieux de l'opposition. Lorsqu'une délégation gouvernementale se rend à l'OUA pour arracher l'envoi de la MIPROBU, le collectif est aussi présent sur les lieux et exerce un travail de lob-

bying à tous les niveaux.

A Bujumbura, le ministre des relations extérieures parle d'une diplomatie parallèle qu'il critique sévèrement. La crise burundaise s'est avérée être une bonne opportunité pour les «petits» partis de sortir de l'anonymat. Ils se livrent aussi à des calculs politiques qui ne tiennent pas toujours compte de l'intérêt général. L'opposition ne fait pas de cadeau au FRODEBU et au gouvernement. C'est réciproque. L'un a le pouvoir, les médias publics dont il abuse en privant l'opposition de ses droits d'accès à ces médias. L'autre profite de sa force dans les milieux intellectuels ainsi que les milieux d'affaires de la capitale et entretient une relation ambiguë d'intérêt avec une frange de l'armée. Avant le 21 octobre 1993, les relations entre partis politiques n'étaient pas au beau fixe. La crise aurait pu ou aurait dû les rapprocher. Finalement, elle a rendu le fossé qui les sépare encore plus grand et renforcé les clivages ethniques. Décidément, le multipartisme est mal parti au Burundi !

Du côté de L'Assemblée nationale

Quand survient le drame, les députés sont en session ordinaire à Bujumbura. Le Président et le Vice-Président de l'Assemblée nationale sont assassinés. Le Président du groupe parlementaire FRODEBU échappera à la mort grâce à l'aide d'éléments loyalistes de l'armée. Quand le gouvernement fait des missions de pacification à l'intérieur du pays, il fait appel aux représentants du peuple. Certains s'investissent dans cette campagne et contribuent à étein-

dre le feu. Dans quelques circonscriptions, cette action est menée conjointement par les députés de l'UPRONA et du FRODEBU. D'autres ont fui ou se cachent. Une troisième catégorie se manifeste par des écrits dont le contenu est souvent motivé par un subjectivisme navrant.

Enfin, les parlementaires FRODEBU vont entrer dans la guerre psychologique sur la nécessité de la MIPROBU en refusant de participer à une session que ses dirigeants ont eux-même convoquée. En réalité, beaucoup de députés du parti FRODEBU restent encore inconnus du public. Les raisons d'insécurité invoquées et la manœuvre elle-même sont pour le moins étrange.

**La société civile
ou les forces morales**

La société burundaise est profondément atteinte par le fléau de la division. Aucune catégorie

ne n'est épargnée. Quant aux associations de la société civile, elles n'ont pas d'envergure sur le plan national. A Bujumbura, cette notion de «société civile» est abusivement exploitée par des représentants de quelques associations dont les vues sont proches de l'opposition. Les premières manifestations anti-gouvernementales sont organisées sous le couvert de la société civile.

Bref, la société civile se recherche encore dans un pays qui en a grandement besoin. En attendant, des représentants de la société civile se sont organisés en comité et tentent de casser le mur qui sépare les principaux acteurs politiques de la crise. Toute initiative en vue d'établir un dialogue entre eux est bénéfique.

Le K.O. de la justice

La justice est absente et elle tergiverse encore alors que son action pouvait s'avérer des

plus salvatrices. En effet, les criminels sont libres comme le vent. Les voleurs opèrent en plein jour en toute impunité. De véritables assassins défient la justice et la société : des militaires, des responsables administratifs, des étudiants ou élèves, des citoyens de toute tendance et de toute ethnie. Ces derniers recourent notamment à la vengeance privée parce que l'appareil judiciaire est complètement paralysé. Dans ces conditions, la spirale de la vengeance est intransigeante car elle est sans fin.

L'indépendance de la magistrature est proclamée par les textes fondamentaux depuis bien longtemps mais elle est loin d'être effective. Malgré les maigres moyens dont ils disposent, les magistrats et autres policiers ont une lourde responsabilité pour sortir le pays du chaos. A un moment où tout le monde réclame que la justice soit rendue et que la vérité éclate, il serait absurde que les justiciers démissionnent. Il est peut-être regrettable de faire appel à une commission internationale d'enquête puisque cela traduit une méfiance envers nos propres structures et nos propres concitoyens. Il n'y a pas de honte à reconnaître ses faiblesses et surtout, cet appel quasiment unanime marque la volonté de rompre avec les habitudes encore récentes de recourir à des lois d'amnistie. En voilant notre passé et notre présent du signe de l'oubli, du silence ou du mystère, nous nous condamnons, ainsi que les générations futures, à vivre d'autres périodes troublées.

Les médias censurés

Dès que le gouvernement a repris le contrôle de la Radio Télévision



Nationale du Burundi (RTNB), c'est pour opérer des censures arbitraires. Le ministre de la communication décide seul de ce qui peut être diffusé ou pas en fonction d'une logique partisane.

Pendant le mois de deuil national, la radio et la télévision nationale ne sont pas assez utilisées pour réveiller les consciences au sens de l'humanité et informer correctement la population. Il faut cependant reconnaître le peu de moyens dont disposent les journalistes en fonction car certains ne reprendront le travail que très tard. Deux des premiers journalistes à couvrir la crise se verront sanctionnés dans des conditions loufoques. Cela allait directement intimider les autres.

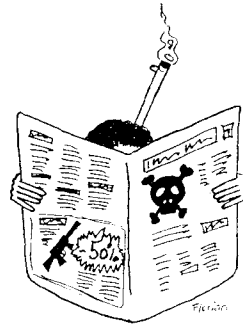
Une presse écrite "pousse-au-crime"

Au niveau de la presse écrite privée, elle est restée muette deux semaines. Quand elle sort de son silence, c'est pour jouer un rôle plutôt nocif. Il y a surenchère dans les chasses à l'homme. Les journaux publient sans réserve aucune des noms d'administrateurs ou autres responsables qui, selon des accusations auxquelles ils souscrivent, auraient participé aux massacres et dont ils mettent ainsi la tête à prix.

La presse, toute tendance politique confondue, tombe dans cette logique de surenchère dans la haine et la chasse aux sorcières. Ce titre du "Carrefour des Idées" est éloquent : "l'administrateur communal de Bukirasazi est malheureusement encore vivant".

Même quand on a rien pour accabler directement quelqu'un, on s'arrange pour inciter à le haïr.

Dans "Flash-Infos" n°2 du FRODEBU, on relate un incident nocturne à Rohero où on incrimine Adiel Rugambarara, "assassin de carrière" ; le journaliste s'empresse aussitôt de préciser que c'est le frère d'Alphonse Rugambarara, Président du parti INKIZO, comme pour insinuer la parenté dans le gène criminel. "Le Citoyen" relate quant à lui les massacres de tutsis dans la commune de Rutegama et souligne avec perfidie que c'est la commune de Jean-Marie Sindayigaya, le Président du groupe parlementaire du FRODEBU.



En somme, les médias n'ont pas contribué à informer objectivement la population et gérer correctement la crise. Quant au Conseil National de la Communication, il lui revenait de s'imposer à tous pour contrer la censure gouvernementale et faire respecter une déontologie professionnelle. Jusqu'aujourd'hui, ce conseil est complètement absent.

Le Conseil National de l'Unité

Comme le Conseil National de la Communication, le Conseil National de l'Unité est une institution prévue par la Constitution. Lui aussi, il aura brillé par son silence. La société burundaise est profondément malade. Les violations sys-

tématiques et massives des droits de l'homme en général et du droit à la vie en particulier, l'exacerbation de la conscience ethnique au détriment du sentiment national, la disparition de la valeur individuelle de l'homme au profit d'une notion de valeur de groupe, l'intolérance et la haine ethnique sont autant d'éléments symptomatiques d'une société malade.

En réalité, les citoyens burundais ont été sollicités par les hommes politiques au cours de cette année. Sans développer les raisons et en préciser l'ampleur, il est clair que les élections de juin 93 avaient une connotation ethnique. La situation restait tendue entre hutus et tutsis malgré les pas franchis ces dernières années. Ils ont dû entendre bien des choses dont certaines n'étaient pas diffusées en public. Chez beaucoup de burundais, ce sentiment de peur réciproque, apparent ou caché, s'est transformé en un sentiment de haine. Pour d'autres, l'heure de la vengeance avait tout simplement sonné.

La jeunesse burundaise prise dans l'engrenage

La société burundaise est d'autant plus souffrante que sa jeunesse est contaminée. Les dégâts commis par les étudiants et les élèves sont d'une telle ampleur qu'il est difficile d'afficher un quelconque optimisme quant à la perspective rapide d'un Burundi uni. Dans les quartiers de Bujumbura, les jeunes se constituent en bandes monoethniques, terrorisent des citoyens de l'autre ethnie et parfois tuent. A Gitega, des jeunes élèves tuent, et cela sous l'oeil complaisant ou complice des forces de l'ordre et des responsables de l'ad-

ministration, ou encore sous l'oeil admiratif d'autres élèves. Notre jeunesse est atteinte du virus ethnique. Le mal de notre société est très profond !

La nation burundaise survivra-t-elle à la crise actuelle ?

Depuis le 21 octobre 1993, le Burundi est replongé dans les bas-fonds des divisions ethniques. La conscience ethnique a été portée à son paroxysme. Personne ne peut affirmer aujourd'hui que les burundais ont foi en un avenir commun. Le degré de méfiance est très élevé et les dégâts ont été si importants qu'il est illusoire de penser que la plaie se cicatrisera de si tôt. Le désespoir est bien présent au sein de la communauté burundaise. C'est lui qui inspire les partisans d'un hutuland et d'un tutsiland. Accueillie au début avec le sourire, cette idée de partager le Burundi en deux principales entités ethniques fait son chemin dans certains milieux tutsis. Pour eux, la cohabitation n'étant pas possible, autant se séparer. Ils restent cependant très évasifs sur les modalités pratiques d'une telle opération. Dans tous les cas, il y a des régions dont l'étendue varie où un tutsi ne pourra plus aller en toute tranquillité pour y travailler ou y vivre. Dans certaines zones plus réduites, ce sera l'inverse. *Ce dialogue est encore très difficile à Bujumbura et à l'intérieur*

du pays alors que c'est là qu'il est d'un intérêt vital. Il ne suffit pas de s'asseoir autour d'une même table, encore faut-il s'ouvrir, se dire toutes les mauvaises et bonnes vérités et lever tous les tabous. L'enquête internationale est attendue avec impatience car la majorité de la population veut savoir ce qui s'est passé, elle veut connaître les auteurs de ce gâchis et les voir jugés même si d'emblée cela risque de s'avérer compliqué. Si les burundais sont aujourd'hui prêts à affronter leur histoire et à l'assumer, ce serait déjà une grande lueur d'espoir. L'amnestie n'a jamais résolu les problèmes de fond. Une telle approche est essentielle car elle poserait les premières bases pour une véritable réconciliation nationale. La Charte de l'Unité Nationale de février 1991 a été considérée comme une fin en soi à tel point que la constitution la place au-dessus d'elle. Comme l'Evangile ou la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la Charte de l'Unité Nationale énonce des valeurs et un idéal. Sur la forme et la manière, il n'y a pas de recette unique. Elle appartient aux seuls Burundais. L'appui de la communauté internationale est certainement précieux sur le plan humanitaire, sur le plan économique et même politique. Elle peut aussi intervenir sur le plan militaire pour sauver des vies humaines, protéger un gouvernement légal en difficulté. Mais, quel que soit le degré d'implication ou

de soutien de la communauté internationale, il existera toujours un domaine exclusivement burundo-burundais.

Le Burundi serait-il définitivement compromis par cette crise aux conséquences incommensurables et par cette jeunesse scolarisée en ébullition dont sortira l'élite politique de demain ? Tant que les citoyens se sentiront hutus, tutsis ou twa avant de se considérer comme Homme ou Burundais, les équilibres resteront précaires. La moindre étincelle pourra provoquer des catastrophes énormes. Cette perspective ne laisse guère de choix aux hommes politiques et à la société civile. Il est souhaitable que cette dernière se démarque des partis politiques, tente d'étendre son champ d'action et d'influence, et améliore la diffusion des idées universelles qui la caractérisent. Le Burundi est fortement secoué par la crise actuelle. Ses blessures sont profondes. La foi en un destin commun a été sérieusement ébranlée. Pour que la nation burundaise survive à la crise, il faut restaurer la confiance entre hutus et tutsis principalement. Et cela n'est possible que si les uns et les autres discutent sincèrement de leurs problèmes et tentent ensemble d'y apporter des solutions satisfaisantes. Au Burundi, peut-être plus qu'ailleurs, la classe politique et les milieux instruits influent fortement sur la situation socio-politique du pays. De leur comportement dépend en grande partie la survie de la nation burundaise. ■

Les deux articles précédents sont des extraits de discours prononcés lors du colloque "La crise actuelle au Burundi et ses implications dans la région des Grands Lacs" organisé par le Crived et d'autres associations rennaises en décembre 93. Les actes de ce colloque seront bientôt disponibles. Demandez-les au Crived.

Eugène NINDORERA
Responsable de la Ligue des droits de
l'Homme du Burundi